

LE BÂTONNIER D'ALGER L'A AFFIRMÉ HIER :

«La justice était plus indépendante à l'époque du parti unique»

«La justice était plus indépendante à l'époque du parti unique», a affirmé hier le bâtonnier d'Alger M^e Sellini Abdelmadjid.

Wassila Z. - Alger (Le Soir) - Réélu à la tête du Conseil de l'Ordre des avocats d'Alger pour un troisième mandat, M^e Sellini déplore la régression de la profession de magistrat et celle de la qualité de la pratique de la justice de manière générale. En effet, l'invité du forum d'El Moudjahid dresse un tableau peu reluisant de la qualité de la justice algérienne, donc de sa fiabilité.

L'Egypte aurait une meilleure justice que nous. C'est l'évaluation que fait le bâtonnier de l'appareil

judiciaire algérien, qui «a toujours piétiné les avocats». «Les magistrats égyptiens jouissent d'une plus grande indépendance avec une Constitution fiable et stable» relève-t-il. En évoquant la détérioration continue des conditions d'exercice de la profession, le conférencier a insisté sur la nécessité de la refonte de la justice et sa réorganisation. Cela passe essentiellement par la mise en place de mécanismes répondant aux aspirations des magistrats pour une meilleure équité.

Le magistrat aurait perdu son pouvoir de décision et est souvent influencé par le parquet, laisse entendre M^e Sellini.

S'élevant contre «l'ingérence» constatée et la pression appliquée aux magistrats, il affirme que «les juges d'instruction ne jouissent pas d'indépendance.» «Plus de 90% des décisions dans les cours sont des confirmations», ce qui serait abusif et remettrait en cause l'utilité des cours d'appels. Le taux susmentionné explique amplement la surcharge des prisons.

Selon Me Sellini, 90% des décisions des juges d'instruction sont «de simples reprises des P-V de

gendarmerie ou de police». C'est donc la «précipitation» qui caractérise la prise de décision.

Toutefois, l'homme de justice a dénoncé l'abus dans l'application de la détention préventive. Particulièrement lorsque l'accusé n'a pas d'antécédents juridiques et qu'il n'a pas commis de crime. Les juges devraient être plus souples avec cette catégorie de personnes, suggère-t-il, puisque «la prison fabrique les délinquants».

S'agissant de la régression de la profession d'avocat, elle serait en partie liée à la qualité de la formation dispensée aux universitaires.

Ferme, Sellini approuve le fait que «l'université ne donne plus le même produit». D'où la nécessité de favoriser la formation «continue». Encore une fois, l'intervenant n'a pas omis de rappeler le manque d'équité entre magistrats et avocats. Mieux lotis, les magistrats profitent de formations et de cycles de perfectionnement pour améliorer leur niveau et leurs compétences. Ainsi, pour pallier «le manque terrible que subissent les avocats» en la matière, la réalisation d'une grande école d'avocat est le cheval de bataille du bâtonnier. Un projet qui stagne, faute de moyens.

W. Z.

POUR LA DEUXIÈME FOIS

Belmokhtar condamné à mort par contumace

La condamnation à mort de Mokhtar Belmokhtar alias Abou El abbas par contumace, prononcée une première fois le 19 mars dernier par le tribunal criminel de Ghardaïa, a été confirmée, jeudi dernier, par la même instance selon des sources judiciaires.

L'ancien émir de la région Sahara Sahel pour le GSPC, qui a rallié le groupe terroriste Al-Qaïda le mois de septembre 2006, a été jugé pour l'assassinat des 13 douaniers en février 2006, dont le directeur régional des Douanes, Abdelkrim Khebouza. Ainsi, le sanguinaire ne pourra pas espérer la

grâce prévue par la charte sur la réconciliation nationale, affirment nos sources qui précisent que Belmokhtar a tenté en vain d'entrer en contact avec les autorités militaires pour se rendre et bénéficier des dispositions de la charte. C'est la deuxième fois que Mokhtar Belmokhtar, chef de la

contrebande de cigarettes, est condamné à mort par contumace.

La première condamnation a été prononcée le 30 mars 2007 par le tribunal criminel d'Alger et où ce terroriste a écopé d'une peine par contumace de 20 ans de prison ferme.

Cependant, Belmokhtar a été reconnu coupable de l'attentat terroriste perpétré contre une patrouille de douaniers en route vers la wilaya de Ouargla en février 2006 et qui avait coûté la vie à treize d'entre eux

dont des officiers supérieurs comme le directeur régional de Béchar, un chef d'inspection divisionnaire de Béchar, un inspecteur principal des brigades et à dix agents.

Il est à rappeler que Belmokhtar a été remplacé à la tête de la zone Sahara Sahel par Yahia Abou Ammar, commanditaire présumé de l'enlèvement, le 22 février, des deux touristes autrichiens, dont il est en train de négocier la libération contre un rançon de 5 millions d'euros.

I. T.

SAÏD SADI :

«Nous allons interpeller le gouvernement sur la séquestration de la dépouille de Amirouche durant 22 ans»

La petite localité de Tassafat Ouguemmoun, dans la commune d'Iboudrarène, à quelque 40 km au sud-est de Tizi-Ouzou, a été dans la journée de vendredi le lieu de convergence de nombreux citoyens venus assister à la commémoration du 49^e anniversaire de la disparition des colonels Amirouche et Si El-Houas, deux figures emblématiques de l'indépendance de l'Algérie, décédées le 29 mars 1959.

En présence des autorités civiles et militaires de la wilaya, du P/APW, des fils de chahid et des moudjahidine, des élus locaux et des parlementaires notamment du RCD et du RND, le recueillement a donné lieu à des témoignages émouvants et édifiants sur le parcours des deux martyrs mais aussi à des points de vue critiques sur la mémoire et l'histoire de l'Algérie.

Après le cérémonial de dépôt d'une gerbe de fleurs effectué par des délégations des communes d'Iferhounène, Aïn El Hammam, Tizi-Ouzou, Bouzeguène qui ont succédé au wali et au représentant des moudjahidine de l'ONM de Tizi-Ouzou, le premier responsable de l'ONM pour la wilaya de Tizi-Ouzou prendra la parole. Il évoquera les qualités humaines et militaires du

dirigeant de la Révolution qui fut le colonel Amirouche. Il parlera du rôle majeur et déterminant qu'il a joué dans la continuité et l'unification des rangs de la révolution ainsi que sa contribution à la tenue et à la réussite du congrès de la Soummam.

Le colonel Bouzeghoub, officier de l'ALN, prendra la parole au nom du RND dont il est sénateur.

Rappelant le rôle de Amirouche dans l'organisation militaire et la structuration des différentes wilayas historiques, le colonel Bouzeghoub témoignera de la contribution du colonel Amirouche au règlement du conflit qui opposa les responsables de la Wilaya I historique (Aurès) au lendemain de la mort de Benboulaïd.

Pour rappel, c'est à Akbou, dans la wilaya de



Photo : Samir Sidi

«La République doit demander pardon quand elle commet des fautes.»

Béjaïa, que les principaux dirigeants de cette wilaya se sont réunis à l'initiative du colonel Amirouche pour mettre à plat leurs différends et désigner à leur tête Mohamed Chérif comme successeur de Benboulaïd. L'orateur évoquera le souci

de wilaya III historique à la formation et l'instruction des jeunes. Le président du RCD a tenu à démentir par l'argument et les témoignages qui lui ont été rapportés certaines contrevérités colportées sur le compte du colonel Amirouche.

Au sujet, notamment, de l'aversion qu'il aurait eue à l'égard des étudiants qui ont rejoint les maquis et sur son autoritarisme supposé, Sadi aura cette explication : «Ce n'est pas de l'autoritarisme, c'est de l'exigence de qualité et d'engagement, c'est de la pédagogie», ajoutant que la dimension humaine et son exemplarité allaient de pair avec l'étoffe du dirigeant militaire qui était reconnue à Amirouche qui accordait beaucoup d'intérêt, selon l'orateur, à l'instruction et la formation : «Amirouche était un grand bâtisseur qui avait le souci de l'Algérie de demain.»

Rappelant l'importance de «la préservation de la mémoire et de l'histoire dans la construction des nations», le dirigeant du RCD, qui met certaines erreurs commises avant l'indépendance sur le compte

des aléas propres à toutes les révolutions, trouve impardonnable ce qui s'est passé après que l'indépendance a été recouvrée : «Ce qui s'est passé pose problème : Krim Belkacem a été tué par ses frères, on a tenté de salir la mémoire de Abane Ramdane et de l'enterrer une deuxième fois, on a aussi essayé d'attenter à l'intégrité et à la mémoire d'Amirouche (...) Il faut préserver la mémoire des symboles de la Révolution et de tous ceux dont on a voulu salir la mémoire et que l'Etat a oubliés», dira Saïd Sadi qui a annoncé que le groupe RCD à l'APN allait interpeller le gouvernement sur les raisons de la séquestration de la dépouille de Amirouche dans les locaux d'une institution militaire à Alger, durant 22 ans.

«La République doit demander pardon quand elle commet des fautes», dira le leader du Rassemblement pour la culture et la démocratie en ajoutant que le livre qu'il projette d'écrire sur Amirouche constitue sa contribution pour «la restitution de son histoire au peuple algérien.»

S. A. M.